

# belge

Révolution française – ils dénoncent les « féodaux » Tutsis. violemment hostiles à l'Unar (Union nationale rwandaise) un parti d'abord nationaliste et soutenu par les Tutsis, les catholiques belges, galvanisés par un évêque suisse, Mgr Perraudin, s'engagent ouvertement aux côtés du Parmehutu (Parti du mouvement de l'émancipation hutu) » fondé par un ancien séminariste, Grégoire Kayibanda. Ce dernier deviendra le premier président de la jeune république.

## La « Toussaint rwandaise »

La jacquerie qui éclate en 1959 sera appelée la « Toussaint rwandaise », marquée par des violences à l'encontre des Tutsis. Les écrits des mouvements hutus définissent les Tutsis comme une ethnie étrangère, venue d'Abysinie et qui se serait imposée aux « Bantous » autochtones (le fait qu'en 1994, les auteurs du génocide aient jeté les corps de leurs victimes dans la rivière Nyabarongo, un affluent du Nil, découle directement de cette croyance).

go, un affluent du Nil, découle directement de cette croyance).

A l'époque, le philosophe Bertrand Russel et son ami le père Pire seront bien seuls à dénoncer l'exclusion des Tutsis, la montée de la haine et le risque de génocide

Galvanisés par la haine de l'« autre » c'est-à-dire de leurs voisins, les paysans hutus brûlent les huttes des Tutsis, et, sans les tuer, les poussent à l'exil. La famille d'un certain Paul Kagame fuira vers l'Ouganda, d'autres Tutsis gagnent le Congo belge. Eparpillés à travers le continent, privés de passeport et de nationalité, les Tutsis du Rwanda deviendront les plus anciens réfugiés d'Afrique.

Après l'indépendance, proclamée en

1962 après des élections qui donnent la victoire au Parmehutu et installent Grégoire Kayibanda à la présidence, le ressentiment et la méfiance à l'égard des Tutsis cimentent l'unité du nouveau régime qui devient aussi l'un des fleurons de l'Eglise catholique, le Rwanda ayant même été consacré au Christ Roi.

## Les schémas belges plaqués sur le Rwanda

A l'époque, le philosophe Bertrand Russel et son ami le père Pire seront bien seuls à dénoncer l'exclusion des Tutsis, la montée de la haine et le risque de génocide : les anciens colonisateurs, autant qu'ils le peuvent, aident le pouvoir hutu tandis que le colonel Logiest prend en main la nouvelle armée. Il lui apprend à lutter contre les *Inyenzi* (cancrelats) qui depuis les pays d'exil souhaiteraient revenir dans leur pays sinon y participer au pouvoir.

Curieusement, les schémas qui divisent la Belgique d'alors sont plaqués sur les rives des grands lacs : il est entendu que les Hutus doivent bénéficier de la majorité du nombre tandis que les milieux démocrates chrétiens, surtout flamands, stigmatisent volontiers l'« arrogance » et la « morgue » des Tutsis. En cette période de tensions linguistiques dans l'ancienne métropole, ces derniers sont volontiers assimilés à une certaine bourgeoisie francophone résidant en Flandre !

Jusqu'à la fin des années 80, le Rwanda, d'abord dirigé par le président Kayibanda, ancien secrétaire de l'évêque de Kaggay puis par le très catholique Juvénal Habyarimana, un militaire originaire du nord du pays et qui laissa son prédécesseur mourir de faim en prison, fut l'« enfant chéri » de la coopération belge. La bonne gestion du Rwanda, volontiers appelé « le pays des mille coopérants » était souvent citée en exemple à côté du turbulent Zaïre de Mobutu et la plupart des Belges, à l'exception de libéraux comme Jean Gol, ne s'émouvaient guère des discriminations et des brimades qui frappaient les Tutsis du Rwanda et menaçaient également le Burundi.

## La Belgique détronée par la France

Dès la moitié des années 80 cependant, l'ajustement structurel imposé à toute l'Afrique entraîna la dévaluation du franc rwandais qui perdit 50 % de sa valeur et sa place de monnaie de référence. La crise économique s'aggrava au même rythme que la corruption qui caractérisait désormais le clan présidentiel appelé l'*Akazu*, (la petite hutte), la surpopulation était invoquée pour dissuader les réfugiés tutsis de vouloir revenir au pays et le sida, quoique officiellement minimisé, faisait des ravages.

En octobre 1990 la guerre éclata sur la frontière ougandaise, menée par un

groupe de réfugiés tutsis. Ils avaient combattu aux côtés de Yoweri Museveni, l'avaient conduit à la présidence et, ayant créé le Front patriotique rwandais, ils revendiquaient de pouvoir retrouver place dans leur pays d'origine. Sans mesurer qu'elle avait déjà été détrônée par la France, la Belgique se lança dans un ballet diplomatique inutile car le président Mitterrand, s'inspirant des clichés des années 60 qui décrivaient les Hutus comme le « peuple majoritaire », avait pris parti pour ces derniers.

En réalité, le voisin français était d'abord soucieux de défendre « un bastion de la francophonie » dans une région de l'est de l'Afrique naguère conquise par les Britanniques. Paris décida de soutenir Kigali contre ceux que les services français appelèrent rapidement les « Khmers noirs », c'est-à-dire les rebelles du FPR, qui revendiquaient le droit de revenir dans leur pays d'origine.

Cette difficulté à concevoir que le pouvoir hutu pouvait basculer dans l'extrémisme le plus absolu explique à la fois l'engagement et la frilosité de Bruxelles

De 1990 jusqu'en 1994, la France s'engagea toujours plus avant dans le soutien militaire accordé à un régime de Kigali arc-bouté sur les certitudes ethniques tandis que la Belgique, croyant pouvoir éviter le pire, privilégia jusqu'au dernier moment la voie diplomatique et les pressions personnelles : c'est aussi parce qu'il était menacé de ne pas être invité aux funérailles du roi Baudouin, en août 1993, que le président Habyarimana accepta de signer les accords de paix d'Arusha qui prévoyaient le retour des exilés tutsis et l'inclusion du Front patriotique rwandais dans un gouvernement de transition.

## La Belgique crut que le pire pourrait être évité

La suite est connue : la Belgique, jusqu'en avril 1994, crut que le pire pourrait être évité et elle privilégia toujours la voie diplomatique, croyant que les accords prévoyant le partage du pouvoir finiraient par être appliqués. Tout en dénonçant les violations des droits de l'homme, les assassinats d'opposants, les distributions d'armes sur les collines, le recrutement de milices *Interahamwe* qui menaient des entraînements militaires sur les collines, tout en s'inquiétant des messages de haine lancés par la radio des Mille Collines (mais imparfaitement traduits à l'ambassade par un religieux belge le père Theunis). Bruxelles sous-estima jusqu'au bout la détermination des extrémistes hutus incarnés par le colonel Bagosora. Nul ne voulut réel-

lement croire que l'aile radicale du pouvoir avait préparé une « solution finale à la rwandaise », c'est-à-dire l'extermination des Tutsis.

Cette difficulté à concevoir que le pouvoir hutu, si longtemps allié de la Belgique, pouvait basculer dans l'extrémisme le plus absolu explique à la fois l'engagement et la frilosité de Bruxelles : après la conclusion des accords d'Arusha, en août 1993, les Belges, croyant aux chances de la paix, furent les premiers, sinon les seuls à proposer des troupes destinées à participer à la force de l'ONU (Minuar) qui était censée remplacer le contingent français dont le départ était exigé par le FPR.

L'engagement était volontariste, mais au moindre prix : les Belges furent dotés d'un mandat uniquement défensif, nettement insuffisant, on rognait sur les effectifs du contingent (450 hommes) et des militaires à peine rentrés de Somalie furent envoyés au Rwanda avec des équipements calculés au plus juste. Opérant aux côtés de soldats du Bangladesh totalement ignorants des réalités rwandaises, les Casques bleus belges ne disposaient même pas de cartes de Kigali et bivouaquaient dans deux dizaines de cantonnements différents !

Dès le lendemain de la mort des dix Casques bleus, une seule décision s'imposa à Bruxelles : évacuer tous les ressortissants belges, organiser au plus vite le départ des soldats traumatisés et révoltés par la mort de leurs camarades qui avaient été sommés de rendre leurs armes. Par la suite, fin avril, alors que les cadavres s'entassaient à Kigali et que les massacres s'étendaient à tout le pays, la Belgique plaida devant les Nations unies non pas pour un renforcement de la Minuar et un changement de son mandat, mais pour une réduction significative des effectifs mis à la disposition du général Dallaire. L'officier canadien se retrouva alors avec une force résiduelle de 270 personnes sur le terrain, uniquement défensive.

Sans avoir même songé à s'opposer à l'entreprise génocidaire, par exemple en essayant de sécuriser Kigali, la Belgique avait choisi d'abandonner le Rwanda à ses démons. Par la suite, Willy Claes alors ministre des Affaires étrangères et devenu par la suite secrétaire général de l'Otan, devait justifier cette décision par le fait que nul, au sein des partis politiques ou d'une opinion publique tétanisée par la mort des dix Casques bleus, ne s'était opposé à l'abandon du Rwanda.

Il fallut attendre avril 2000 pour que le Premier ministre de l'époque, Guy Verhofstadt, qui avait présidé en 1998 aux travaux de la commission d'enquête parlementaire sur le Rwanda, se rende à Kigali à l'occasion de la commémoration du génocide et déclare : « Au nom de mon pays et de mon peuple, je vous demande pardon. »

# frrique

militaires du contingent belge de la Minuar (Force d'interposition de l'ONU au Rwanda) une semaine plus tard. Cette décision du gouvernement belge de l'époque a laissé la voie libre aux génocidaires pour accomplir leurs crimes jusqu'à leur fuite au Zaïre de Mobutu et la victoire du FPR de Kagame.

Les 270 militaires des autres pays participant à la Minuar (Bangladais et Ghanéens notamment) restés sur place après la modification du mandat et placés sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire n'ont rien pu faire pour empêcher le génocide.

## Présence minimale

Aujourd'hui, l'armée belge n'a pas totalement quitté le continent africain pour autant puisqu'elle maintient une présence minimale à travers des missions de renseignement et de formation avec la présence d'une septantaine de militaires répartis dans six pays : Bénin,

Burkina Faso, Mali, Niger, RD Congo et Mozambique.

En République démocratique du Congo, nos militaires collaborent avec des instructeurs congolais pour la remise en condition de la 31<sup>e</sup> brigade de réaction rapide. Comme le précise le service de presse de la Défense, « d'autres projets sont également en cours comme la promotion du développement de programmes éducatifs dans différentes académies militaires ou encore l'apport d'une aide médicale au centre hospitalier Roi Baudouin à Kinshasa ».

Au Niger, après le coup d'Etat du 26 juillet 2023, « les instructions militaires ont été mises sur pause et un élément de liaison reste sur place pour maintenir les contacts et redémarrer les activités quand la situation le permettra », précise-t-on à la Défense.

Dans les QG des opérations d'entraînement de l'Union européenne

(EUTM), la Belgique occupe des postes d'état-major au Mali et au Mozambique. Et dans le cadre de l'ONU, la Belgique fournit l'assistant militaire du commandant de la Monusco (RDC).

L'armée belge n'a pas totalement quitté le continent africain pour autant puisqu'elle maintient une présence minimale à travers des missions de renseignement et de formation

A ce nombre, on peut ajouter les attachés de Défense présents dans dix pays aux côtés de nos diplomates.

## « Tropical Storm » reporté

Hormis cette modeste présence militaire permanente, il y a aussi des participations belges temporaires à des mis-

sions internationales et à des exercices d'évacuation.

Tous les deux ans depuis 2015, plusieurs centaines de militaires belges se rendaient au Gabon pour l'exercice « Tropical Storm ». L'objectif de ce déplacement consistait à maintenir l'expérience africaine de l'armée, notamment sa capacité à opérer dans des conditions tropicales ; et d'être prêt pour une éventuelle mission d'évacuation de civils d'une zone de crise.

Le dernier exercice s'est tenu fin 2021. L'édition 2023 devait avoir lieu du 8 novembre au 22 décembre et rassembler un millier de personnes. Elle a finalement été « reportée » à une date ultérieure à la suite du coup d'Etat militaire survenu fin août à Libreville.

## « Africa Tour »

Toutes les trois semaines, un avion de transport A400M du 15<sup>e</sup> Wing traverse le continent africain pour ravitailler les

différentes missions de l'armée. Ce voyage de cinq jours combine l'approvisionnement des différentes unités avec le transport de biens humanitaires pour des ONG.

Toutes les trois semaines, un avion de transport A400M du 15<sup>e</sup> Wing traverse le continent africain pour ravitailler les différentes missions de l'armée

Les escales dépendent de l'endroit où se trouvent nos militaires. Ces derniers mois, il s'agissait de Libreville (Gabon), Kinshasa (RDC), Lubumbashi (RDC), Kindu (RDC) et Cotonou (Bénin).

A la fin mars, il y avait 955 militaires belges en mission et 2.955 en exercice à travers l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.